

Une colère légitime !

Nov. 2018

■ Depuis le 17 novembre, plusieurs milliers de personnes se retrouvent quotidiennement pour effectuer des blocages dans des territoires à la périphérie des grandes villes ■ Parmi elles, de nombreux salariés de petites entreprises, en CDD, intérimaires, mais aussi des retraités, des chômeurs ■ Bref, la population dans sa diversité subissant la fragmentation et l'éclatement de la société sous les coups de boutoir de la financiarisation capitaliste ■ Dans cette contestation il y a également de nombreux adhérents et militants syndicaux, malgré le silence embarrassé des confédérations syndicales.

Une colère populaire

Ce qui ne passe plus, c'est l'injustice, l'incohérence, la suffisance du gouvernement, l'hypocrisie et le mépris. Car la réalité de l'année 2018, c'est celle-ci :

Carburant : + 13%	CSG : + 21%
Timbre-poste : + 10%	Gaz : + 7%
Electricité : + 17%	Cartes grises : + 15%
Tabac : + 10%	Contrôle technique : + 15%
Abonnement bus : + 3%	Frais bancaires : + 13%
PV Stationnement : + 130%	Péages : + 1,3%
Cantine scolaire : + 1 à 3%	Assurances : + 3%
Fioul domestique : + 36%	Forfait hospitalier : +15%
Mutuelle : + 5%	Inflation : + 2,2%



Ces augmentations interviennent alors que les salaires stagnent globalement (gel du point d'indice pour les fonctionnaires depuis 2011, augmentation en dessous de l'inflation pour les salariés de droit privé). Les ménages ont perdu 500€ par an entre 2008 et 2016 selon l'OFCE (l'observatoire français des conjonctures économiques). Et l'on ne parle même pas de la baisse des APL qui a touché les ménages les plus modestes, l'absence de revalorisation du SMIC ou des pensions.

Et pendant ce temps, le gouvernement Macron ne cesse de faire des cadeaux aux riches : suppression de l'ISF qui rapportait plus de 4 milliards d'euros, mise en place d'une "flat tax" (application d'un taux unique à tous les revenus du capital), suppression de "l'exit tax" (qui devait lutter contre l'expatriation fiscale), sans compter les cadeaux faits aux entreprises avec le CICE (avantage fiscal) et un manque à gagner pour l'Etat de 21 milliards. Il ne faut pas oublier non plus l'évasion fiscale chiffrée à 80 milliards d'euros annuels. Ce n'est donc pas un « *ressenti* » contrairement à la langue de bois gouvernementale. D'ailleurs, la population ne s'y trompe pas puisque ce mouvement est approuvé par 77% des français-es.

L'écologie a bon dos !

Le discours sur la transition énergétique et écologique est totalement incohérent et contradictoire. Certes, il y a urgence pour l'avenir de la planète et il est nécessaire de s'attaquer à la pollution, de diminuer les gaz à effet de serre, et donc de réduire le nombre de véhicules sur les routes. Mais une véritable politique contre le réchauffement climatique ne peut se faire en aggravant les inégalités. Au contraire, c'est l'occasion de développer les transports collectifs, notamment les moins polluants, comme le train et le métro. Il faut aussi arrêter de mettre des camions sur les routes en utilisant le ferroutage et renationaliser les autoroutes.

Il faut renforcer les services publics de proximité, en ville et à la campagne alors que les gouvernements successifs ont fait tout le contraire : suppression des petites gares et des dessertes SNCF et remplacement par les cars “Macron” plus polluants, fermetures d’hôpitaux et maternités de proximité, de bureaux de postes, de structures scolaires.

Rien qu’à La Poste, nous sommes passés de 110 centres de tri à 28 PIC, ce qui fait qu’un courrier posté à Brest pour Brest doit aujourd’hui passer par Rennes (600 kms aller-retour !). Et que dire de la suppression du TGV postal qui a conduit à mettre des dizaines de camions sur les routes !

Le syndicat, un outil pour les luttes

Une partie du mouvement syndical ignore ou dénonce la dynamique enclenchée le 17 novembre, parce que lancée en dehors de lui. A SUD-TMT, nous pensons que le syndicat y a toute sa place, à condition de la prendre, et bien sûr, sans prétendre la diriger ! Le syndicat est important parce qu’il permet de se regrouper pour défendre nos intérêts, qui ne sont pas ceux des patrons ou des politiciens. Le syndicat est aussi l’outil par lequel nous pouvons porter la lutte là où l’exploitation directe est la plus forte : **l’entreprise**. Le syndicalisme doit se mettre au service de la lutte par la diffusion de l’information, en prenant la parole dans les assemblées générales, en lançant des préavis et appels à la grève pour favoriser la participation aux actions et le blocage de l’économie. Ni ignorance, ni mépris, ni récupération. Nous sommes là pour aider à la construction d’un mouvement qui doit garder son autonomie, construire sa démocratie. Dans les zones rurales et la périphérie des grandes villes, ce sont « *celles et ceux d’en bas* » qui se révoltent.

Et maintenant ?

Nous sommes disponibles pour participer à une mobilisation populaire, pour défendre les intérêts des salariés, des chômeurs, des retraités, des jeunes. Cela n’est pas compatible avec la récupération que tente l’extrême-droite qui, elle, veut nous diviser : entre français et immigrés, entre fonctionnaires et salariés du privé, entre jeunes et retraités. **Ce n’est pas compatible non plus avec les dérives homophobes, racistes, sexistes qui sont apparues en marge de certains blocages et que nous condamnons fermement.** Nous sommes prêts à participer à la construction de comités populaires dans le maximum de villes, sur ces bases claires, dans l’intérêt de notre classe sociale et pas à servir la soupe aux politiciens, aux patrons ou aux fachos ! Oui, il faut mettre en oeuvre dès aujourd’hui des transports publics à bas coûts ou gratuits partout sur le territoire, des logements dignes à des prix accessibles, bien isolés et économes en énergie, des services publics, des emplois et des commerces de proximité. Tout cela est le minimum pour vivre, respirer et se déplacer !



***Augmentation des salaires, des pensions
et des minimas sociaux !***

Répartition des richesses et transformation sociale !